

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, la NV CVS LOGISTICS, sise Industrieweg 105, à 3583 Paal, est enregistrée en qualité de collecteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-20.~~

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, la BV SCHUETZ BENELUX, sise Westelijke Randweg 23, à 4791 RT Klundert, est enregistrée en qualité de collecteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-21.~~

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, la SARL FIBER RENAISSANCE, sise rue Schweighaeuser 28, à 67000 Strasbourg, est enregistrée en qualité de collecteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-22.~~

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, M. LARUE BERNARD, sis Avenue des Platanes 38, à 4650 Grand-Rechain, est enregistré en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-23.~~

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, M. DEMANET DANIEL FRANCOIS, sis rue Ardant du Picq, à 54260 Longuyon, est enregistré en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-24.~~

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, M. KRZYSZTOF BORKOWSKI, sis Karowa 32, à 08-110 Siedlce, est enregistré en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-25.~~

~~Par acte du 1^{er} juin 2021, la SPRL DERARD TRUCKING, sise rue Henri-Lemaire 19, à 7911 Frasnes-lez-Buissenal est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.~~

~~L'enregistrement, est identifié par le numéro 2021-06-01-26.~~

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C – 2021/42182]

Troisième appel aux candidats pour les mandats de la Commission fédérale de déontologie de membre néerlandophone et francophone dans la catégorie 'anciens mandataires'

L'appel aux candidats pour les mandats de membre de la Commission fédérale de Déontologie, paru au *Moniteur belge* du 26 avril 2021, n'ayant pas donné lieu à suffisamment de candidatures pour les mandats de membre néerlandophone et francophone dans la catégorie 'anciens mandataires', la Chambre des représentants a décidé le 10 juin 2021 de procéder à un nouvel appel pour cette catégorie.

Missions et compétences

La Commission a pour mission :

1. de rendre des avis, à la demande d'un mandataire public comme stipulé à l'article 2, §1, de la loi précitée sur une question particulière de déontologie, d'éthique ou de conflits d'intérêt le concernant ;
2. de rendre des avis confidentiels, à la demande d'un ministre ou d'un secrétaire d'État, sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflits d'intérêt le concernant ;
3. de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, en matière de déontologie et d'éthique et de conflits d'intérêt, d'initiative, à la demande du gouvernement fédéral, à la demande d'au moins un tiers des membres du Sénat ou à la demande d'au moins cinquante membres de la Chambre.

WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2021/42182]

Derde oproep tot kandidaten voor de mandaten van Nederlandstalig en Franstalig lid van de Federale Deontologische Commissie voor de categorie 'voormalige mandatarissen'

Aangezien de oproep tot kandidaten voor de mandaten van lid van de Federale Deontologische Commissie, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 26 april 2021, onvoldoende kandidaturen heeft opgeleverd voor de mandaten van Nederlandstalig en Franstalig lid voor de categorie 'voormalige mandatarissen', heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers op 10 juni 2021 beslist om voor deze categorie over te gaan tot een nieuwe oproep.

Opdrachten en bevoegdheden

De Commissie heeft als taak:

1. op vraag van een openbaar mandataris als bedoeld in artikel 2, § 1, van voornoemde wet, advies te geven over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflicten die hem betreft;
2. op vraag van een minister of staatssecretaris vertrouwelijke adviezen uit te brengen over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflicten die hem betreft;
3. op eigen initiatief, op verzoek van de federale regering, op verzoek van minstens een derde van de leden van de Senaat of op verzoek van minstens vijftig leden van de Kamer algemene adviezen of aanbevelingen te formuleren op het vlak van deontologie, ethiek en belangenconflicten.

Composition

La Commission est composée de douze membres : six membres d'expression française et six membres d'expression néerlandaise. Ils sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable une fois, par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers des suffrages, deux tiers des membres devant être présents.

Les membres d'expression française et les membres d'expression néerlandaise de la Commission élisent en leur sein, chacun pour ce qui le concerne, un président. La présidence de la Commission est exercée à tour de rôle par chaque président pour une période d'un an.

En cas de démission, empêchement de plus de trois réunions successives ou décès d'un membre de la Commission, il est pourvu à son remplacement par la Chambre des représentants pour la durée restante du mandat à pourvoir. Le membre remplaçant peut encore être désigné pour une période de cinq ans, renouvelable une fois.

Les membres de la Commission bénéficient d'un jeton de présence, pour la participation aux réunions de la Commission, dont le montant est fixé par le Roi.

Conditions de nomination

Pour pouvoir être nommé, le candidat doit avoir été pendant cinq ans au moins, et ne plus être au moment de sa nomination à la Commission, un mandataire public tel que stipulé à l'article 2, 2° à 10°, de la loi du 6 janvier 2014.

Par mandataire public, on entend :

"[...]"

2° tout commissaire de gouvernement du gouvernement fédéral ;

3° tout dirigeant ou commissaire de gouvernement d'un ministère ou d'un service public fédéral et des services qui en dépendent, ainsi que des institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions ;

4° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement des entreprises publiques, visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et des organismes d'intérêt public relevant de l'Etat fédéral, visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, ou créés par ou en vertu d'une loi ;

5° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement d'un service fédéral à comptabilité autonome ;

6° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement du Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains ;

7° toute personne désignée par l'autorité fédérale pour agir comme membre d'une des chambres ou du conseil d'administration du Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations ;

8° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire de gouvernement d'une société anonyme de droit public ou de droit privé, d'un holding bancaire de droit public, des établissements publics de crédit de la Société fédérale de participants et d'investissements et de ses filiales, de l'Office central de crédit hypothécaire ;

9° tout membre du conseil de régence et du collège de censeurs de la Banque nationale de Belgique, visés par l'article 17 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale institué par la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ou du comité général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, institué par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnées le 14 juillet 1994 ;

10° tout chef de cabinet, chef de cabinet adjoint, chef des organes de gestion des membres du gouvernement fédéral, y compris les commissaires de gouvernement, ainsi que tout chef de la cellule stratégique d'un service public fédéral ;

"[...]"

La Commission est composée de six membres néerlandophones et de six membres francophones, dont à chaque fois un magistrat ou un professeur, trois anciens membres de la Chambre et/ou du Sénat et deux anciens mandataires..

Samenstelling

De Commissie bestaat uit twaalf leden : zes Franstaligen en zes Nederlandstaligen. Zij worden benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers voor een periode van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar, met een meerderheid van twee derden van het stemmen, waarbij twee derden van de leden aanwezig moeten zijn.

De Franstalige en Nederlandstalige Commissieleden verkiezen, elk wat hen betreft, uit hun midden een voorzitter. Het voorzitterschap van de Commissie wordt beurtelings door elke voorzitter gedurende een jaar uitgeoefend.

In geval van ontslag, verhinderd gedurende meer dan drie opeenvolgende vergaderingen of overlijden van een Commissielid, wordt er door de Kamer van volksvertegenwoordigers in een vervanger voorzien voor de resterende duur van het mandaat. Die vervanger kan nog worden aangesteld voor een periode van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar.

De Commissieleden ontvangen zitpenningen voor hun deelname aan vergaderingen van de Commissie, waarvan het bedrag wordt vastgelegd door de Koning.

Benoemingsvoorwaarden

Om te kunnen worden benoemd, dient de kandidaat ten minste gedurende vijf jaar, maar niet langer op het moment van benoeming in de Commissie, openbaar mandataris zijn geweest als bedoeld in artikel 2, 2° tot 10°, van de wet van 6 januari 2014.

Daaronder wordt verstaan:

"[...]"

2° elke regeringscommissaris van de federale regering;

3° elke leidinggevende of regeringscommissaris van een ministerie of federale overheidsdienst en van de diensten die ervan afhangen, evenals de openbare instellingen van sociale zekerheid als bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

4° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris van overheidsbedrijven, als bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en instellingen van openbaar nut die onder de federale overheid vallen, als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of opgericht bij of krachtens een wet;

5° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris van een federale dienst met boekhoudkundige autonomie;

6° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris voor het federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel;

7° elke persoon die wordt aangewezen door de federale overheid om op te treden als lid van een van de kamers of van de raad van bestuur van het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme;

8° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris van publiekrechtelijke of privaatrechtelijke naamloze vennootschappen, van een publiekrechtelijke bankhouding, van openbare kredietinstellingen van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en haar dochterondernemingen of van het Centraal Bureau voor hypothecair krediet;

9° elk lid van de regentschapsraad en van het college van censoren van de Nationale Bank van België, bedoeld in artikel 17 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, ingesteld door de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders of van het algemeen beheerscomité van de Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, ingesteld door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;

10° elke kabinetschef, adjunct-kabinetschef, hoofd van de beleidsorganen van de leden van de federale regering, met inbegrip van de regeringscommissarissen, en elk hoofd van de beleidscel van een federale overheidsdienst.

"[...]"

De Commissie bestaat uit zes Nederlandstalige en zes Franstalige leden waarvan telkens één magistraat of hoogleraar in de rechten, drie voormalige leden van de Kamer en/of Senaat en twee voormalige mandatarissen.

La qualité de membre d'expression française ou membre d'expression néerlandaise est déterminée en ce qui concerne les anciens mandataires par la langue du diplôme.

Au moins deux tiers des membres de la Commission sont du même sexe.

Incompatibilités

La qualité de membre de la Commission est incompatible avec :

- l'exercice d'un mandat public tel que visé à l'article 2 de la loi du 6 janvier 2014 (mandataire public, administrateur public, gestionnaire public) ;
- un mandat de membre d'un gouvernement de communauté ou de région, de membre du collège de la Commission communautaire française, de membre du collège de la Commission communautaire commune, de membre du collège de la Commission communautaire flamande ;
- un mandat de membre d'un parlement de communauté ou de région ;
- tout autre mandat public local.

Candidatures

Les candidatures doivent être introduites au plus tard 30 jours après la publication de cet avis, par pli recommandé à la poste adressé à la Présidente de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents suivants :

- un curriculum vitae;
- une attestation prouvant qu'il est satisfait à la condition de nomination ;
- une copie du diplôme.

De plus amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général de la Chambre des représentants, tél. : 02/549.84.21, e-mail : secretariat.general@lachambre.be.

Les données à caractère personnel des candidats sont traitées conformément à la déclaration de confidentialité figurant sur le site web de la Chambre.

Voir :

www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Nominations.pdf.

De hoedanigheid van een Franstalig of Nederlandstalig lid wordt voor de voormalige mandatarissen bepaald door de taal van het diploma.

Ten hoogste twee derden van de leden van de Commissie zijn van hetzelfde geslacht.

Onverenigbaarheden

De hoedanigheid van commissielid is onverenigbaar met:

- het uitoefenen van een openbaar mandaat als bedoeld in artikel 2 van de wet van 6 januari 2014 (openbaar mandataris, overheidsbestuurder en overheidsbeheerder);
- een mandaat als lid van een gemeenschaps- of gewestregering, lid van het college van de Franse Gemeenschapscommissie, lid van het college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, lid van het college van de Vlaamse Gemeenschapscommissie;
- een mandaat als lid van een Gemeenschaps- of Gewestparlement;
- elk lokaal openbaar mandaat.

Kandidaturen

De kandidaturen dienen uiterlijk 30 dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Bij de kandidaturen dienen de volgende stukken te worden gevoegd:

- een curriculum vitae;
- een bewijs dat voldaan is aan de benoemingsvoorwaarde;
- een kopie van het diploma.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel.: 02/549.84.21, e-mail: secretariaat.generaal@dekamer.be.

De persoonsgegevens van de kandidaten worden verwerkt overeenkomstig de privacyverklaring vermeld op de website van de Kamer.

Zie:

www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Nominations.pdf.

CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C 2021/42152]

~~Quatrième appel aux candidats pour les mandats de membre de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie~~

~~Les appels aux candidats précédents pour les mandats de membre de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'Euthanasie n'ont pas donné lieu à suffisamment de candidatures pour les mandats suivants :~~

- ~~- membre effectif francophone pour la sous-catégorie « docteur ou professeur (émérite) en médecine » ;~~
- ~~- membre suppléant francophone pour la sous-catégorie « docteur ou professeur (émérite) en médecine » et pour la catégorie « milieux en charge de la problématique des patients atteints d'une maladie incurable » ;~~

~~Au cours de sa séance plénière du 10 juin 2021, la Chambre des représentants a décidé de procéder à un nouvel appel aux candidats pour ces mandats.~~

~~Les personnes ayant déjà posé leur candidature lors des appels précédents ne doivent plus la réintroduire.~~

Composition

~~La Commission se compose de seize membres :~~

- ~~- huit membres sont docteur en médecine, dont quatre au moins sont chargé de cours, professeur ou professeur émérite dans une université belge ;~~
- ~~- quatre membres sont chargé de cours, professeur ou professeur émérite de droit dans une université belge ou avocat ;~~
- ~~- quatre membres sont issus des milieux chargés de la problématique des patients atteints d'une maladie incurable.~~

~~La Commission est composée dans le respect de la parité linguistique, chaque groupe linguistique comptant au moins trois candidats de chaque sexe.~~

~~Les membres sont désignés sur la base de leurs connaissances et de leur expérience dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission.~~

WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C 2021/42152]

~~Vierde oproep tot kandidaten voor de mandaten van lid van de Federale Controle- en evaluatiecommissie inzake de toepassing van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie~~

~~De vorige oproepen tot kandidaten voor de mandaten van lid van de Federale Controle- en Evaluatiecommissie euthanasie leverden onvoldoende kandidaturen op voor de mandaten van:~~

- ~~- Franstalig, effectief lid, voor de subcategorie "docent of (emeritus) hoogleraar in de geneeskunde" ;~~
- ~~- Franstalig, plaatsvervangend lid voor de subcategorie "docent of (emeritus) hoogleraar in de geneeskunde" en voor de categorie "kringen belast met de problematiek van ongeneeslijk zieke patiënten" ;~~

~~Tijdens haar plenaire vergadering van 10 juni 2021 heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist om over te gaan tot een nieuwe oproep tot kandidaten voor deze mandaten.~~

~~De personen die zich ingevolge de vorige oproepen reeds kandidaat stelden, dienen hun kandidatuur niet opnieuw in te dienen.~~

Samenstelling

~~De Commissie bestaat uit zestien leden:~~

- ~~- acht leden zijn doctor in de geneeskunde, van wie er minstens vier docent, hoogleraar of emeritus hoogleraar zijn aan een Belgische universiteit ;~~
- ~~- vier leden zijn docent, hoogleraar of emeritus hoogleraar in de rechten aan een Belgische universiteit of advocaat ;~~
- ~~- vier leden komen uit kringen die belast zijn met de problematiek van ongeneeslijk zieke patiënten.~~

~~De Commissie wordt samengesteld met inachtneming van de taalpariteit, waarbij elke taalgroep minstens drie leden van elk geslacht telt.~~

~~De leden worden aangewezen op grond van hun kennis en ervaring inzake de materies die tot de bevoegdheid van de Commissie behoren.~~